

de résidence. L'état d'urgence est maintenant dans sa quatrième année. Tout cela démontre que les éléments fondamentaux de l'apartheid, que la répression politique vise à protéger, demeurent essentiellement inchangés.

Face à cette situation, nous avons adopté un ensemble de mesures, y compris des sanctions, pour faire pression sur votre gouvernement et l'amener à engager des négociations avec les véritables leaders de la majorité, en vue de la mise en place d'un gouvernement représentatif non racial.

Vous dites dans votre lettre qu'il est déloyal de conclure à l'efficacité des sanctions. Il suffit pourtant de se reporter aux déclarations de vos collègues du cabinet pour voir que ce n'est pas le cas. Par exemple, le ministre de la Loi et de l'Ordre, Adriaan Vlok, a admis dans un discours le mois dernier que les sanctions nuisaient à l'économie sud-africaine et que le gouvernement ne pouvait s'isoler de la communauté internationale, et je cite: "Notre pouvoir de décision est limité - si des sanctions sont prises contre nous, nous ne pouvons rien faire ... nous ne sommes pas seuls dans ce monde". En juillet également, votre ancien ministre junior des Affaires étrangères, Kobus Meiring, aurait déclaré: "Nous devons sortir de cet isolement international pour obtenir l'argent dont nous avons besoin à des fins de développement et nous procurer les connaissances et la technologie qui nous font défaut... Comment pouvons-nous y parvenir? Nous devons nous rendre acceptables".

Vous avancez également, sur la foi de récents sondages, que la majorité des Noirs sud-africains désapprouvent les sanctions. Nous sommes déjà au courant du sondage effectué par la Chambre des mines, encore que nous puissions difficilement considérer comme indépendants et impartiaux ceux qui l'ont commandé et qui ont formulé les questions. Outre les critiques qui ont été faites à l'égard de la méthodologie du sondage, il est un point essentiel qui doit être précisé. Les Noirs en Afrique du Sud sont privés du droit fondamental de s'exprimer librement par le biais du processus politique. Jusqu'à ce qu'ils aient la possibilité de le faire, nous continuerons à écouter plutôt les Noirs dans les groupes religieux, les syndicats, les organisations politiques extra-parlementaires, les organismes communautaires et autres organisations qui ont le respect de leur communauté. Malgré vos commentaires, nous constatons que les leaders du Conseil sud-africain des Eglises, du COSATU, du NACTU et du Front démocratique uni - organisations qui représentent des millions de Noirs sud-africains - appuient les sanctions appliquées dans le cadre des pressions exercées par la communauté internationale en faveur d'un changement.